

Journal d'Afrique Centrale - R.D.C.
du 17 au 30 Juin 2016
n°294



Chronique réalisée par Luc de l'Arbre

Jeudi 16 juin.

Aubin Minaku : «Le dialogue reste le cadre privilégié pour asseoir le processus électoral»

Le président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku, a affirmé, mercredi 15 juin, que le dialogue politique initié par le président Joseph Kabila restait le cadre privilégié pour un processus électoral apaisé. De son côté, le président du Sénat, Léon Kengo wa Dongo s'est dit satisfait du contrôle parlementaire exercé au cours de cette session de mars. Les deux chambres du Parlement ont adopté au cours de cette session 12 projets de lois et plusieurs autres lois autorisant la ratification des traités et accords internationaux. Parmi les projets de loi adoptés, il y a notamment ceux sur l'enrôlement des électeurs, de 2016 ainsi que le code de la famille. La session de mars étant clôturée, les parlementaires ont donc trois mois de vacances parlementaires avant la rentrée de la dernière session de cette législature, au mois de septembre prochain.

Des représentants de la Monusco et les autorités provinciales à Buleusa après des tensions communautaires. Des représentants du gouvernement, de l'Assemblée provinciale du Nord-Kivu et de la Monusco se sont rendus mercredi 15 juin à Buleusa. Cette localité a connu des tensions communautaires ces derniers jours suite à un conflit qui oppose les déplacés aux populations autochtones. La tension est vive entre les deux groupes depuis le week-end dernier, à la suite d'arrivées massives des populations déplacées en provenance de plusieurs camps démantelés au Nord-Kivu. Les habitants de Buleusa disent craindre que ces mouvements de population ne favorisent l'infiltration des rebelles FDLR dans leur contrée.

Le franc congolais s'est déprécié de près de 9% face au dollar américain. Actuellement à Kinshasa, un dollar américain s'échange contre 1 000 franc congolais à certains endroits. Il y a six mois, affirme le président des cambistes de la capitale congolaise, Donat Lengou, il s'échangeait contre 920 francs congolais.

Hausse du prix de l'internet: l'UNPC appelle à une journée « sans presse». L'Union nationale de la presse du Congo (UNPC) appelle à observer chaque lundi une journée « sans presse », au cours de laquelle les médias ne diffuseront pas. Une initiative dénommée « Lundi sans presse » lancée pour protester contre la hausse des prix de connexion internet en RDC. L'UNPC appelle également les Congolais à observer « Lundi sans crédit ». Une journée de la semaine au cours de laquelle ils ne vont pas acheter de crédit pour leurs téléphones portables.

RDC: un militaire tué lors des heurts survenus à Kamina (Gouvernement). Le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, a indiqué qu'un lieutenant de l'armée congolaise a été tué à coups de machette et des ex-miliciens démobilisés blessés lors des heurts survenus mercredi 15 juin à la base militaire de Kamina. D'autres sources ont fait état de plusieurs morts. D'anciens membres des groupes armés protestaient contre leur maintien dans cette base alors qu'ils ont déjà fini leur formation sur la réintégration sociale. Les forces de l'ordre ont dispersé la manifestation. Selon le porte-parole du gouvernement, les ex-miliciens ont fait usage d'armes blanches et jeté des pierres pour exprimer leur ras-le-bol. D'autres sources ont fait état de plusieurs morts.

Dialogue: le groupe de travail a remis son rapport à Edem Kodjo. Le groupe de travail du dialogue national a remis mercredi 15 juin son rapport au facilitateur Edem Kodjo. Mis en place le 20 mai dernier pour élaborer les termes de référence du comité préparatoire du dialogue, ce groupe était composé de dix représentants de la société civile. Selon l'un de ses membres, Jérôme Bonso, le groupe de travail a adopté un draft du règlement

intérieur du comité préparatoire, le format du dialogue, son budget et a convenu d'un lieu qui devra abriter ces assises.

L'ICCN demande aux habitants de ne pas provoquer les éléphants en divagation. Les éléphants font des mouvements saisonniers connus pour chercher leur nourriture, a déclaré mercredi 15 juin à Radio Okapi, le directeur général de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN), Cosma Wilungula. Il appelle les paysans à ne pas provoquer ces animaux lors de leur passage.

RDC: l'Abbé Malumalu « est en vie », affirme Corneille Nangaa. De retour d'une mission aux Etats-Unis d'Amérique, le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), Corneille Nangaa a affirmé mercredi 15 juin que son prédécesseur, l'Abbé Apollinaire Malumalu est en vie. « Il s'est fait qu'il [Malumalu] est entré, depuis dix jours, dans un état critique et sa santé s'est nettement dégradée mais il est en vie. Nous l'avons vu et il nous a reconnus. En ce jour, son état est stable. Il est lucide et coopérant», a souligné Corneille Nangaa. Le 1er juin dernier, l'ambassadeur de la RDC aux Etats-Unis, François Balumuene, avait annoncé le décès de l'abbé Malumalu à la presse. Une information démentie ensuite par le porte-parole du gouvernement congolais qui avait indiqué que le cœur de l'ancien président de la Ceni continuait de battre.

Ituri: débat sur le retard de la formation du gouvernement provincial. Le rapporteur de l'assemblée provinciale de l'Ituri, Ferdinand Gbadego, a annoncé mercredi 15 juin la tenue vendredi d'une plénière au cours de laquelle les députés provinciaux vont débattre de l'opportunité d'interpeller le gouverneur Jefferson Abdallah Penembaka au sujet du retard de la formation du gouvernement provincial. Près d'un mois après sa prise de fonction, le nouveau gouverneur n'a pas encore formé son équipe gouvernementale.

Haut-Uélé: tentative de soulèvement des détenus de la prison de Dungu. Les détenus de la prison centrale de Dungu (Haut-Uélé) ont tenté de se soulever mercredi 15 juin, suite au décès d'un prisonnier de cette maison carcérale. Des échauffourées ont ensuite éclaté dans la prison.

Kalemie: six écoles dotées de manuels scolaires. Six écoles primaires de la ville de Kalemie ont reçu mercredi 15 juin d'un lot de 1000 livres et ouvrages scolaires des ONG italiennes AVEC-PVS et PMI, basées à Turin en Italie.

Kongo-Central: 26 détenus s'évadent de la prison de Boma. Vingt-six détenus se sont évadés mardi 14 juin de la prison de Boma dans la province du Kongo-Central. Ces prisonniers ont creusé un trou dans le mur séparant leur cellule avec un autre local qui n'est plus utilisé à cause de sa dégradation. Ils sont sortis ensuite du bâtiment avant d'escalader le mur de clôture.

Sud-Kivu: plaidoyer pour une politique en faveur des enfants vivant avec handicap. L'ONG INAM, qui défend les droits des enfants vivant avec handicap au Sud-Kivu, recommande au gouvernement provincial et national de mettre en place une politique publique en faveur des enfants vivant avec handicap. Le coordonnateur de cette organisation, Blaise Bulonza a soutenu que beaucoup d'enfants vivant avec handicap au Sud-Kivu sont issus des familles démunies. Il a déclaré que le gouvernement ne fait pas suffisamment d'effort pour promouvoir l'intégration de ces enfants dans la société.

RDC: 8 500 enfants ont été séparés des groupes armés entre 2009 et 2015. Selon la Monusco, plus de 8500 enfants ont été séparés des forces et groupes armés par la mission onusienne et ses partenaires du 1er janvier 2009 au 31 mai 2015. 56% d'entre eux sont au Nord-Kivu. Ces chiffres ont été révélés à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de l'enfant africain célébrée le 16 juin de chaque année. Le Chef de bureau intérimaire de la MONUSCO à Goma, Josiah Obat, a félicité les forces armées de la RDC de n'avoir « plus d'enfants » en leur sein. Mais il a déploré que des milliers d'autres enfants soient encore recrutés au sein des dizaines de groupes armés locaux encore actifs dans cette partie du pays.

Tension à Buleusa : le vice-gouverneur du Nord-Kivu appelle au calme. Feller Lutahichirwa s'était rendu mercredi à Buleusa avec une mission interinstitutionnelle composée des représentants du gouvernement, de l'Assemblée provinciale du Nord-Kivu et de la Monusco pour calmer les tensions communautaires observées ces derniers jours suite à un conflit qui oppose les déplacés aux populations autochtones à cause de l'arrivée massive des déplacés dans cette localité. Les autochtones qui accusent les déplacés d'être à l'origine de l'insécurité dans la localité parce qu'ils comptent dans leur rang des FDLR, ont exigé du vice-gouverneur le départ immédiat des déplacés vers d'autres localités du territoire. De leur côté, les déplacés qui se sont regroupés tout autour du campement des FARDC à Buleusa par peur des représailles, affirment être traqués par la jeunesse de Buleusa ainsi que par la milice du NDC-Rénové de Guidon, très active selon eux autour de la localité de Buleusa.

Vendredi 17 juin.

Nord-Kivu : environ 400 enfants tués dans les massacres de Beni. Le maire de la ville de Beni (Nord-Kivu), Nyonyi Bwanakawa, dénonce les tueries d'environ quatre cents enfants dans sa ville, au cours de deux dernières années par des présumés rebelles ougandais des ADF. «Les statistiques en notre possession disent que sur plus ou moins 1000 personnes massacrées, il y a 400 enfants soit 40 %», a affirmé Nyonyi Bwanakawa et il annonce par la même occasion le début, d'ici quelques jours à Beni, d'un procès public d'une centaine de personnes présumées auteurs de ces massacres enregistrés depuis 2014.

Lubero: les habitants se plaignent du retour des miliciens aux abords du Lac Edouard. Les habitants du territoire de Lubero déplorent le retour des miliciens Maï-Maï aux abords du lac Edouard au Nord-Kivu. Selon l'ONG Cercle international pour la défense des droits de l'homme et l'environnement (CIDHOP), après les opérations menées par l'armée et l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) contre ces miliciens, ces combattants ont repris les positions laissées ensuite par l'armée. Depuis le début de la semaine, des miliciens Maï-Maï s'en prennent à la population locale.

Union européenne: accord politique pour encadrer le commerce des « minerais de sang ». Après un an des négociations, les différentes institutions de l'Union européenne (UE) s'accordent pour encadrer l'importation des minerais de sang qui continuent à financer les conflits armés en Afrique. Selon l'AFP, la future réglementation européenne sera contraignante pour les entreprises importatrices de l'Union Européenne se trouvant au début de la chaîne de production, y compris les fonderies et les raffineries. Seules les entreprises important de faibles volumes seront exemptées. Les entreprises importatrices de l'Union Européenne devront ainsi s'assurer et garantir qu'il n'y a pas de lien entre leur chaîne d'approvisionnement et les conflits armés, selon l'accord trouvé entre la Commission, les Etats membres et le Parlement européen.

Nord-Kivu : affrontement entre la Monusco et une coalition Maï-Maï à Buleusa, 7 morts. Au moins sept combattants Maï-Maï ont été tués et onze autres blessés dans l'affrontement qui a opposé jeudi 16 juin dans la localité de Buleusa, située à la limite des territoires de Walikale et Lubero au Nord-Kivu, les casques bleus de la brigade d'intervention de la Monusco et une coalition de miliciens Maï-Maï.

La conférence des gouverneurs soutient l'organisation de toutes les élections. « La conférence des gouverneurs s'est engagée à sécuriser l'ensemble du cycle électoral et exprime sa détermination à soutenir l'organisation des élections locales, municipales, urbaines aussi bien que celles provinciales, législatives et présidentielle », a déclaré le ministre de l'Intérieur, Evariste Boshab, lisant les conclusions de cette conférence qui s'est clôturée jeudi 16 juin à Lubumbashi. La conférence des gouverneurs s'est également engagée à soutenir les opérations militaires en cours dans l'Est de la RDC. Par ailleurs, les gouverneurs ont exhorté le gouvernement central à soutenir la mise en place des nouvelles provinces par des « allocations significatives ».

Bunia: un député contre la vente des plaques de numérotation des parcelles. Le député provincial de l'opposition, Claver Bedidjo, appelle les habitants de Bunia à ne pas acheter les plaques de numérotation des parcelles d'habitation vendues par l'entreprise SOCOTRANSCO. Les habitants de la ville doivent déboursier 8 000 francs congolais (8 dollars américains) pour obtenir une plaque de numérotation. Le député Claver Bedidjo soutient que la perception de 8 000 francs congolais pour la délivrance d'une plaque de numérotation était illégale.

Gabriel Kyungu: « Nous avons exigé qu'on abandonne les poursuites contre Moïse Katumbi ». Parmi les conditions posées par l'opposition pour participer au dialogue politique en RDC, Gabriel Kyungu du G7 cite notamment la fin des poursuites contre Moïse Katumbi, ancien gouverneur du Katanga, poursuivi pour atteinte à la sûreté de l'Etat.

Equateur: le ministère du Genre annonce des activités pour promouvoir les droits des enfants. Le ministère du Genre, Famille et Enfant de l'Equateur Mme Mimie Engumba, va organiser, en collaboration avec ceux de l'intérieur et de l'Enseignement Primaire et Secondaire, une série d'activités à Mbandaka pour promouvoir la culture et les droits des enfants pendant les grandes vacances. « Il faut que nos enfants soient occupés à des activités saines qui vont promouvoir leur éducation et vont les préparer à affronter l'année scolaire prochaine », a expliqué la ministre provinciale du Genre, Famille et Enfant de cette province.

Elections: l'ONU-Femme et la Ceni veulent promouvoir les candidatures féminines. L'ONU-Femme va soutenir la sensibilisation des femmes et des jeunes filles dans le secteur de leadership et leur participation aux élections à tous les niveaux. La représentante de l'ONU-Femme en RDC, Awa Ndiaye Seck, l'a indiqué à la clôture d'une réunion de travail qu'elle a eue vendredi avec le président de la CENI, Corneille Nangaa, et la questeuse chargée du genre, Pierrette Mwenze.

Ituri: 400 enfants séparés de groupes armés depuis 2015. Plus de 400 enfants ont été séparés de groupes armés au sud d'Irumu et dans le territoire de Mambasa (Ituri) «depuis janvier 2015 jusqu'à ce jour», a indiqué jeudi 16 juin le Représentant du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef). Pour l'année 2015, 331 enfants ont été démobilisés, dont 105 filles. La plupart de ces enfants ont été récupérés des mains de la milice des Forces de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) et de différents groupes Maï-Maï de Mambasa,

RDC: 19 Ethiopiens morts dans un contenaire. Dix-neuf Ethiopiens sans papiers ont été retrouvés morts asphyxiés jeudi 16 juin dans un contenaire dans la brousse à 7 km de la localité de Mwenda vers la cité frontalière de Mokambo, province du Haut-Katanga. Dans le même contenaire, il y avait 75 survivants. D'après des sources locales, il s'agit de clandestins qui provenaient de la Zambie vers l'Afrique du Sud, en passant par le territoire congolais. Le gouvernement provincial du Haut-Katanga a dépêché une mission d'enquête à Mokambo depuis jeudi.

Kwango: l'inspecteur provincial de l'Enseignement primaire aux arrêts. L'inspecteur principal provincial de l'Enseignement primaire, secondaire et initiation à la nouvelle citoyenneté du Kwango, Claude Kanku, a été arrêté depuis mercredi 15 juin à Kenge. Il est accusé de détournement de plus de 60 millions de francs congolais (63 155 dollars américains) perçus lors des épreuves de la dissertation, de français oral, Jury pratique et TENAFEP 2016.

La MONUSCO appelle la population de Buleusa à dénoncer les groupes armés. Une accalmie s'observe depuis vendredi 17 juin à Buleusa, à la limite des territoires de Walikale et Lubero, où sept personnes ont été tuées dans des accrochages ont opposé la veille des casques bleus de la Monusco et des soldats FARDC aux combattants Maï-Maï. Le porte-parole militaire de la Monusco, Amouzou Kodjo Martin, appelle tous les jeunes de la région à se désolidariser de groupes armés.

Samedi 18 juin.

RDC: la CIRGL encourage la coopération entre la MONUSCO-FARDC contre les groupes armés. Les chefs d'Etat de la Conférence internationale pour la région de Grands lacs (CIRGL) ont recommandé une collaboration étroite entre la MONUSCO et les FARDC afin de mettre fin à toutes les forces négatives dans l'Est de la RDC. C'est l'une des recommandations de la déclaration finale du VIe sommet de cette organisation, qui s'est clôturée jeudi 16 juin à Luanda en Angola. Les chefs d'Etat de la CIRGL se sont aussi engagés à soutenir l'accord signé entre la RDC, le Rwanda, l'Ouganda, le Kenya et la Tanzanie pour mettre en place un mécanisme conjoint de suivi afin de contrer la menace du groupe terroriste radical, ADF.

Sud-Kivu : deux militaires tués dans une embuscade tendue par des hommes armés. Deux militaires du bataillon spécial de Minova ont été tués jeudi 16 juin, dans une embuscade tendue par des hommes armés dans les hauts plateaux de Kalehe (Sud-Kivu) sur l'axe Shanje-Chambombo. Des sources locales à Kalehe indiquent que ces soldats étaient en patrouille de combat lorsqu'ils ont été attaqués par un groupe de sept hommes armés identifiés comme Nyatura.

Ituri : l'assemblée provinciale rejette l'interpellation du gouverneur Jefferson Abdallah. L'Assemblée provinciale rejette la motion d'interpellation du député de Pierre Claver Bedidjo. Cet élu de l'opposition voulait que le gouverneur, Jefferson Abdallah, s'explique sur le retard mis dans la composition de son gouvernement. Au cours de la plénière de vendredi 17 hui, la majorité de députés qualifie cette motion d'inopportune. Pour les députés de la majorité, il n'y pas de texte légal qui fixe le délai pour publier la composition du gouvernement provincial.

Sud-Kivu : une ONG assiste plus de 2 700 familles de déplacés de Minova. La fondation AVSI a remis de fonds, dont le montant n'a pas été révélé à plus de deux mille sept cents familles de déplacées de Minova en territoire de Kabare (Sud-Kivu). Cette aide favorisera leur intégration au sein de la communauté locale, précise OCHA, dans son rapport hebdomadaire parvenu samedi 18 juin à Radio Okapi.

Festival Cin'Etoile: 22 films congolais en compétition. La 6e édition du festival Cin'Etoiles a ouvert ses portes samedi 18 juin à Lubumbashi. Il s'agit d'un festival qui met en compétition des films court métrage réalisés et produits au Congo, spécialement dans l'ex-province du Katanga. Vingt-deux films des réalisateurs de Lubumbashi et Kolwezi sont mis en jeu. Pendant une semaine, le public lushois sera appelé à donner son avis sur la production cinématographique. Les meilleurs films et meilleurs réalisateurs seront primés.

RDC: l'armée reprend le contrôle du village Peti sans combats. Les militaires des FARDC ont fait leur entrée la nuit du vendredi au samedi 18 juin dans le village Peti. Selon des sources locales, les combattants du groupe NDC Rénové qui y régnaient pendant plus de six mois, «pour protéger les habitants contre les menaces des FDLR», se sont retirés sans qu'il y ait échange de tirs avec les FARDC. Mais du côté du village Kalembe,

les FDLR et Nyatura inquiètent les habitants, qui n'arrivent plus à se rendre à leurs champs. Vendredi dernier, ils ont tué une femme dans son champ au village Biinja, selon la société civile locale.

La situation reste tendue à Buleusa, selon la MONUSCO. La situation est toujours tendue dans la localité de Buleusa, à la limite des territoires de Walikale et Lubero (Nord-Kivu), a indiqué le commandant adjoint des forces de la MONUSCO, le général Jean Baillaud, vendredi 17 à Radio Okapi. Sept personnes ont été tuées jeudi 16 juin dans cette zone lors des affrontements qui ont opposé les casques bleus de la MONUSCO et les FARDC aux combattants Maï-Maï.

RDC: Etienne Tshisekedi communique les conclusions du conclave de Bruxelles à Edem Kodjo. Le facilitateur du dialogue politique en RDC, Edem Kodjo, a échangé vendredi 17 juin à Bruxelles avec le leader de l'UDPS, Etienne Tshisekedi, entouré de membres du comité de sages du Rassemblement des forces acquises au changement. Selon un communiqué de presse de l'UDPS parvenu à Radio Okapi, Etienne Tshisekedi lui a réaffirmé la position prise par les opposants lors de leur conclave de Genval (Bruxelles) contre le dialogue convoqué par le président Joseph Kabila depuis fin 2015. Etienne Tshisekedi a signifié officiellement à Edem Kodjo que sa famille politique dit non au dialogue convoqué sur base de l'ordonnance du 28 novembre 2015 du chef de l'Etat Joseph Kabila. En lieu et place, les opposants se disent favorables au dialogue qui doit être convoqué selon l'esprit et la lettre de la résolution 2277 du Conseil de sécurité des Nations unies et l'accord-cadre d'Addis Abeba.

Il fait de plus en plus froid à Lubumbashi. Depuis le début de la saison sèche, les températures ne cessent de baisser à Lubumbashi. Plusieurs Lushois se plaignent du froid. Le directeur de l'observatoire régional de changement climatique assure que la ville de Lubumbashi n'échappe pas aux effets des changements climatiques. Il est 11 heures samedi 18 juin à Lubumbashi. Il y a du soleil, mais la plupart de personnes que l'on croise sur la route ont soit un pullover, soit une écharpe autour du cou soit un manteau. Le thermomètre, lui, indique 26 degré de maximum et 7 degré de minimum le soir. Chacun a sa stratégie pour se protéger du froid.

Dimanche 19 juin.

Kongo-Central: l'espérance de vie des drépanocytaires passe de 5 à 12 ans. Le conseiller national en santé et initiateur du programme national de lutte contre cette maladie en RDC, docteur Jean Fidèle Kadila Muamba a livré ces chiffres en marge de la journée mondiale de lutte contre la drépanocytose, célébrée le 19 juin de chaque année. A cette occasion, il a reconnu que le Kongo-Central a fait des «avancées très significatives» en matière de sensibilisation contre cette maladie. Docteur Kadila Muamba a affirmé que la drépanocytose, maladie héréditaire communément appelée «anémie SS», n'est jamais été guérie scientifiquement. Mais il assure qu'on peut améliorer l'accessibilité des drépanocytaires aux soins.

Goma: environ 85 personnes kidnappées en 6 mois. Des ONG membres de la coalition «Déracinons le trafic humain en RDC» ont révélé qu'environ 85 personnes ont été enlevées, depuis janvier dernier, dans la ville de Goma (Nord-Kivu). La présidente de l'ONG Justice et Equité, Florence Boivin-Roumestan, précise : «Tous les garçons qu'on est en train de nous voler à Goma partent dans les groupes armés dont l'ADF, qui ensuite vend ces enfants pour le groupe musulman terroriste. C'est un problème de sécurité nationale énorme ! Les trafiquants d'êtres humains sont les mêmes qui trafiquent des drogues et des armes».

Kisangani: une vingtaine d'enseignants réclament leurs salaires de 8 mois. Une vingtaine d'enseignants de l'Ecole primaire d'Excellence de Kisangani réclament leurs salaires de huit mois. Dans une manifestation organisée, samedi 18 juin, ils ont accusé leur directeur d'être à la base de cette situation et réclament l'intervention des autorités provinciales pour qu'ils rentrent dans leurs droits.

Beni: «L'influence des ADF est en train d'être réduite», assure Julien Paluku. Le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku Kahongya assure que les Forces armées de la RDC (FARDC) sont en train de gagner du terrain à Beni. Ce territoire du Nord-Kivu est en proie à l'insécurité entretenue par les rebelles ougandais de l'ADF. Il a indiqué qu'actuellement, les rebelles ADF ne sont actifs que dans deux groupements du territoire de Beni.

Ituri: des militaires accusés de tracasser les civils à Mahagi. La société civile du territoire de Mahagi a accusé, samedi 18 juin, des militaires de tracasser les civils dans les chefferies de Walendu Watsi, Aluru Djuganda et Angal 2, situés à environ 180 km au Nord de Bunia (Ituri). Le président de cette structure, De Gaule Kpakanyew dit avoir répertorié une vingtaine de barrières où, des militaires monnayent les passages.

Maniema: mise en garde contre la fraude à l'examen d'Etat. Plus de 15 000 candidats sont attendus à l'examen d'Etat, EXETAT 2015-2016 au Maniema. Au cours d'un point de presse dimanche 19 juin matin, le

chef de division provinciale de l'Éducation, Nestor Ntumba, les a appelés à éviter la tricherie. Selon Nestor Ntumba, toutes les dispositions sont prises pour que partout au Maniema, l'examen se passe au même moment.

Mauvaises conditions de détention dans les cahots du Nord-Ubangi. Une délégation de la MONUSCO, qui a visité plusieurs cachots notamment de Molegbe et de Mobayi Mbongo dans le Nord-Ubangi, a déploré mercredi 15 juin les mauvaises conditions de détention et des infrastructures carcérales non appropriées.

RDC: les ex-combattants démobilisés entament leur retour en familles. Le ministre de la Défense nationale a donné samedi 18 juin le coup d'envoi officiel de l'évacuation des ex-combattants issus des groupes armés de l'Est de la RDC, cantonnés à la base militaire de Kamina (Haut-Lomami), vers leurs familles respectives. Dans la première phase de l'opération, 53 démobilisés ont été évacués et près de 2300 autres attendent le prochain tour. Cette évacuation intervient à la suite d'une fusillade entre les militaires des FARDC et les démobilisés de Kamina le 10 juin. Cinquante-trois démobilisés, munis chacun de 100 dollars américains remis par le ministre de la Défense nationale, Crispin Atama Tabe, ont embarqué à bord de l'Antonov 26 des FARDC à destination de Goma (Nord-Kivu), en chantant.

Lundi 20 juin.

RDC: 629 000 élèves finalistes débudent l'examen d'Etat. L'examen d'Etat (Exetat) 2015-2016 démarre lundi 20 juin en RDC et à travers quelques pays limitrophes. 629 000 finalistes du secondaire sont attendus, selon le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et initiation à la nouvelle citoyenneté, Maker Mwangu. Mais certains candidats de Beni rencontrent de sérieuses difficultés liées à l'insécurité.

RDC : une « Journée sans presse » pour protester contre la hausse du prix d'internet. L'Union nationale de la presse du Congo (UNPC) a décrété lundi 20 juin une « journée sans presse » sur toute l'étendue de la République démocratique du Congo (RDC). A travers cette action, les journalistes veulent protester contre l'augmentation des tarifs de l'Internet et obtenir des sociétés de télécommunication la révision du prix à la baisse.

Hausse du prix d'Internet : l'ARPTC ordonne aux opérateurs de revenir à l'ancienne tarification. Dans un communiqué publié dimanche 19 juin, l'autorité de régulation de la Poste et des télécommunications du Congo (ARPTC) a ordonné à tous les opérateurs de la téléphonie mobile d'annuler leurs nouvelles offres tarifaires pour les services voix (intra-réseaux et inter-réseaux) et de revenir aux anciennes grilles tarifaires. L'organe de régulation des prix de télécommunication et internet justifie cette décision par l'illégalité qui a prévalu dans la mise en place de ces nouvelles grilles tarifaires de la connexion internet.

Sud-Kivu : la CNR enregistre 34 000 réfugiés rwandais et burundais. Onze mille réfugiés rwandais ont été identifiés dans le Sud-Kivu, depuis le début de l'enregistrement biométrique, a indiqué lundi 20 juin à Radio Okapi, le coordonnateur provincial de la Commission nationale pour les réfugiés (CNR), Gracient Mupenda. M. Mupenda souligne aussi qu'environ vingt-trois mille réfugiés burundais ont également été enregistrés et seront également rapatriés par la CNR avec ses partenaires. Au 31 mars 2016, la RDC accueillait sur son territoire 397 950 réfugiés, selon le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

Fièvre jaune: 115 cas enregistrés à Kwango, 8 morts. Huit personnes sont décédées de la fièvre jaune sur cent et quinze cas enregistrés, depuis quelques semaines, dans les zones de santé de Kwango, frontalières de l'Angola. Le chef de Division provinciale de la santé du Kwango, Dr Pierre Mwela, l'a confirmé, dimanche 19 juin, à Kenge. Il a indiqué que sur les 115 cas enregistrés seuls 8 ont été confirmés au niveau de l'Institut national de recherche biomédicale (INRB), à Kinshasa.

Près de 100 000 réfugiés centrafricains vivent au Nord et Sud-Ubangi. Les provinces du Nord et du Sud-Ubangi accueillent à ce jour près de cent mille réfugiés centrafricains, malgré l'arrivée au pouvoir de nouvelles autorités élues en République centrafricaine. Selon le service des migrations du Nord-Ubangi, ces personnes qui traversent par la rivière Ubangi fuient l'insécurité pour trouver refuge en RDC. Elles sont regroupées pour la plupart dans les camps de Mole, Boyabu, Inke et Bili. D'autres vivent en dehors de ces camps et cohabitent paisiblement avec les populations autochtones.

Nord-Kivu: 6 morts recensés parmi les déplacés de Buleusa. Six personnes sont mortes, depuis six jours, sur environ cinq mille retournés et déplacés de Buleusa, en groupement d'Ikobo (Nord-Kivu).

Haut-Katanga: la « journée sans presse » boycottée à Lubumbashi. Les médias de Lubumbashi (Haut-Katanga) n'ont pas suivi le mot d'ordre de l'Union nationale de la presse du Congo (UNPC) décrété, lundi 20 juin, pour observer une journée sans presse, ni crédit. L'organe de régulation de la presse a pris cette décision pour dénoncer l'augmentation du prix de l'internet à plus de 500% du tarif habituel appliqué par les opérateurs de la téléphonie cellulaire.

L'épidémie de fièvre jaune déclarée en RDC. « Je déclare ce jour que la RDC est en épidémie de fièvre jaune », a fait savoir lundi 20 juin à Kinshasa le ministre congolais de la Santé, Félix Kabange Numbi. Le ministre a révélé que la maladie est localisée dans les provinces de Kinshasa, du Kongo-Central et du Kwango. Il a indiqué qu'au total, 67 cas ont été recensés.

Procès Bemba: la défense annonce son intention de faire appel du verdict de la CPI. La défense de l'ex-vice-président congolais Jean-Pierre Bemba a annoncé lundi 20 juin, à quelques heures du prononcé de la peine, son intention de faire appel du verdict de la Cour pénale internationale (CPI), qui l'a reconnu coupable de crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Dans ce rebondissement de l'affaire, l'équipe de défense demande la cassation du procès et a déposé « un résumé provisoire de son appel » dans lequel elle « va contester un grand nombre de conclusions légales et factuelles » de la CPI, a-t-elle indiqué dans un communiqué. « Sur les aspects matériels, l'ensemble du procès a été contestable et inéquitable », a-t-elle souligné.

Examen d'Etat: le taux de participation des filles est de 49% à Kinshasa. A Kinshasa, le taux de participation des filles à l'examen d'Etat cette année est de 49% contre 51% de garçons.

Kinshasa: légère hausse des prix de certains produits. Les prix de certains produits ont légèrement augmenté sur le marché de Kinshasa depuis la dépréciation du franc congolais face au dollar américain.

La dépréciation du franc congolais va réduire le pouvoir d'achat des «gagne-petits». L'analyste économique Michel Somwe estime que la dépréciation du franc congolais va entamer le pouvoir d'achat des personnes qui ont de petits revenus et qui sont payées en monnaie locale.

Mardi 21 juin.

Nord-Kivu: les déplacés de Buleusa seront délocalisés. Le gouvernement provincial du Nord-Kivu a annoncé une série de mesures pour faire face à la situation sécuritaire et humanitaire dans la localité de Buleusa où un affrontement entre les casques bleus de la Monusco et une coalition de miliciens a fait 7 morts le 16 juin dernier. Ces familles cantonnées à Buleusa seront délocalisées dans un site plus viable qui n'est pas encore déterminé. Elles seront prises en charge par le gouvernement pendant toute l'opération d'identification.

RDC : mise en place d'un programme « Santé pour tous ». Le Centre de gestion de risque et d'accompagnement technique des mutuelles de santé (CGAT) et le ministère de la Santé publique ont signé lundi 20 juin à Kinshasa une convention, visant à matérialiser le programme « Santé pour tous » en RDC. Selon le président du conseil d'administration de CGAT, Mgr Cyprien Mbuka, les mutuelles de santé doivent devenir nombreuses pour permettre aux populations vulnérables d'accéder aux soins de santé.

Ituri : 18 présumés bandits transférés à l'auditorat militaire de Bunia. Le Parquet militaire de Mambasa a transféré vendredi dernier à l'auditorat militaire de Bunia dix-huit personnes poursuivies par la justice militaire pour faits insurrectionnels et assassinats en Ituri. Selon le chef du Parquet militaire de Mambasa qui l'a rapporté lundi 20 juin à Radio Okapi, quatre des prévenus transférés à Bunia font partie de la milice Maï-Maï de l'Union des patriotes pour la libération du Congo (UPLC).

RDC : l'USC de Badibangi va participer au dialogue convoqué par le président Kabila. L'Union socialiste congolaise (USC) de Francis Badibangi, parti de la Majorité présidentielle, soutient et va participer au dialogue national inclusif tel qu'il est convoqué par le chef de l'Etat, Joseph Kabila. C'est l'une des résolutions du Congrès de ce parti tenu la semaine dernière à Kinshasa et dont le secrétaire général a rendu public lundi 20 juin.

Examen d'Etat : la société civile dénonce « le rançonnement » des finalistes à l'Equateur. La société civile de l'Equateur déplore « le rançonnement » des parents d'élèves finalistes du secondaire par certains chefs d'établissements. Dans un communiqué, cette structure indique que les responsables d'écoles demandent aux élèves de payer 100 000 FC (105.21 USD) pour participer aux épreuves de l'examen d'Etat, alors que ces frais sont officiellement fixés à 23 000 (24.20 USD) par l'autorité provinciale. Le document de la société civile accuse aussi le ministère provincial de l'éducation de faire payer à son tour 4 000 FC (4.21 USD) à chaque finaliste.

RDC: 5 ans de prisons requis contre Moïse Katumbi pour spoliation d'une maison. Le ministère public requiert la peine de cinq ans de prison contre Moïse Katumbi, ancien gouverneur de l'ex-Katanga. Il est accusé d'avoir spolié et vendu la maison de M. Alexandros Stoupis de nationalité grecque. Cette audience a eu lieu, lundi 20 juin, au tribunal de paix de Lubumbashi (Haut-Katanga). Les avocats de Moïse Katumbi, présents au procès, n'ont pas été autorisés à représenter leur client qui séjourne, depuis trois semaines, en Europe pour des

soins médicaux. Le tribunal a soutenu que lorsque le prévenu est poursuivi pour une infraction dont la peine est de plus de cinq ans, sa comparution personnelle est obligatoire.

Nord-Ubangi: les détenus de la prison de Businga vivent dans des conditions difficiles. Des détenus de la prison centrale de Businga (Nord-Ubangi), environ quatre-vingts, vivent dans des conditions difficiles. Le directeur de cette maison carcérale, Sébastien Dengamo, a indiqué, lundi 20 juin, que ses pensionnaires n'ont pas de nourritures, ni de l'eau potable et dorment à même le sol faute de lits.

Kasaï : un conflit foncier à Dibaya fait un mort. Des sources sur place rapportent que des jeunes de Kamalu se rendaient aux champs, quand ils ont rencontré quelques ressortissants de Ntambwe dans la forêt en train de travailler. Les deux camps ont commencé à se disputer, entraînant un conflit généralisé. Un homme de Ntambwe été tué à l'arme blanche et deux autres grièvement blessés.

RDC: l'opposition républicaine préconise le dialogue. L'Opposition républicaine soutient la tenue du dialogue national, annoncé depuis sept mois par le chef de l'Etat. «Nous sommes tous des Congolais. Nous pouvons nous mettre autour d'une table et nous trouvons de consensus. On ne peut pas gérer le pays avec un monologue. On ne peut gérer le pays que par le dialogue», a-t-il soutenu.

Un avion de Busy Bee Congo atterrit en catastrophe à Goma. Le Dornier 288 de la compagnie Busy Bee Congo a atterri en catastrophe mardi 21 juin au milieu de la piste de l'aéroport de Goma avant d'atteindre le tarmac. Pour l'instant, des sources aéronautiques affirment que l'accident serait causé par le verrouillage du train d'atterrissage gauche. Les deux membres de l'équipage et les treize passagers sont sortis indemnes de l'avion.

Ex-Province Orientale: le HCR en manque de financements face à l'afflux de réfugiés sud soudanais. Le HCR éprouve des difficultés financières pour une prise en charge correcte des réfugiés sud-soudanais qui affluent vers les provinces congolaises du Haut et Bas-Uele. Le chef de bureau provincial de cette agence onusienne, Mahamadou Guindo l'a affirmé à l'occasion de la journée mondiale du réfugié, célébrée le 20 juin de chaque année.

Condamnation de Jean-Pierre Bemba: le MLC dénonce «la politisation de la CPI». Après l'annonce de la peine de 18 ans de prison infligée mardi 21 juin à Jean-Pierre Bemba par la Cour pénale internationale, son parti le Mouvement de libération du Congo (MLC) a dénoncé « la politisation à outrance de la CPI ». « Nous continuerons à dénoncer la justice sélective, la justice discriminatoire et la politisation à outrance de la CPI. D'un côté, on reconnaît qu'il n'est pas protagoniste principal ; de l'autre, on s'acharne sur la personne de M. Bemba et les troupes du MLC », a déclaré Eve Bazaiba, secrétaire générale du MLC, aux militants réunis au siège du parti à Kinshasa. **Henri-Thomas Lokondo «troublé» et «découragé» après la condamnation de Bemba.** Le député national élu de Mbandaka (Equateur), Henri-Thomas Lokondo affirme être « troublé » et « découragé » après la condamnation de Jean-Pierre Bemba à 18 ans de prison à la Cour pénale internationale (CPI). «La condamnation était déjà programmée pour donner l'exemple. Mais, c'est un exemple de la honte qui discrédite totalement cette cour de puissants », a-t-il déclaré mardi 21 juin quelques heures après le prononcé de la peine infligée à Jean-Pierre Bemba. **Condamnation de Bemba: «Un avertissement à tous les chefs de guerre», selon la FIDH.** La condamnation de Jean-Pierre Bemba « est un avertissement à tous les autres chefs de guerre qui laissent leurs troupes brutaliser les femmes et les hommes : vos actes sont criminels et vous serez punis », a déclaré mardi 21 juin Karim Lahidji, président de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH). La Cour pénale internationale (CPI) a rendu aujourd'hui un verdict fort et symbolique en condamnant Jean-Pierre Bemba à 18 ans d'emprisonnement pour les viols, assassinats et pillages perpétrés par ses troupes en République centrafricaine en 2002 et 2003, indique la FIDH dans un communiqué.

Mercredi 22 juin.

RDC : l'OIIF appelle les acteurs politiques au dialogue. La Secrétaire générale de la Francophonie exhorte tous les acteurs politiques congolais à privilégier le dialogue en vue de la relance du processus électoral en RDC. Dans un communiqué de presse rendu public mardi 21 juin, la Secrétaire générale de la Francophonie, Mme Michaëlle Jean, a exprimé sa vive préoccupation face à la situation politique qui prévaut actuellement en RDC. «L'organisation des élections est essentielle à la consolidation des acquis démocratiques et au maintien de la stabilité politique en RDC. Il est donc primordial de parvenir à un consensus politique pour permettre la tenue d'élections apaisées, crédibles et fiables dans le respect des dispositions constitutionnelles», a notamment déclaré la Secrétaire générale de la Francophonie, selon ce document.

RDC : l'opposant Franck Diongo rejette les accusations « d'antipatriotisme ». L'opposant Franck Diongo rejette les accusations du secrétaire général adjoint de la Majorité présidentielle, Joseph Kokonyangi, qui a dénoncé mardi le comportement « antipatriotique » de l'opposition. Mardi 21 juin, le député de la majorité

Kokonyangi a notamment dénoncé les récents voyages des opposants entre Kinshasa et Washington «pour préparer un soi-disant coup d'Etat à Kinshasa et, en contrepartie, ils ont promis de brader les richesses du pays ».

Condamnation de JP Bemba : « la MP exprime sa sympathie ». La Majorité présidentielle exprime sa sympathie au sénateur Jean-Pierre Bemba condamné mardi 21 juin à 18 ans de prison ferme par la Cour pénale internationale (CPI). Le porte-parole de cette plateforme, André Alain Atundu, qui s'est exprimé mardi 21 juin à Radio Okapi, dit avoir « pris acte ». « La MP n'a fait que prendre acte de cette décision, d'autant plus qu'elle n'était pas partie prenante. Elle exprime sa sympathie envers Jean Pierre Bemba et lui souhaite de passer victorieusement cette épreuve », a affirmé André Alain Atundu. Pour le porte-parole de la MP, sa plateforme politique n'a cependant aucun intérêt à exprimer une satisfaction quelconque ou une désapprobation quelconque.

Jean-Claude Masangu remplace Banza Mukalay à la tête de l'UDECO. L'ancien gouverneur de la Banque centrale du Congo (BCC), Jean-Claude Masangu Mulongo, a été officiellement investi mardi 21 juin à Kinshasa président de l'Union pour le développement du Congo (UDECO). Il remplace à ce poste Banza Mukalay, ex-ministre de la Culture et des Arts, décédé samedi 14 mai à Kinshasa à l'âge de 63 ans. Le nouveau président de l'UDECO a réaffirmé l'appartenance de ce parti à la majorité présidentielle. Il a par ailleurs réitéré le soutien de son parti au dialogue pour sortir la RDC de l'impasse.

Salubrité à Kinshasa : la RATPK confrontée aux difficultés financières. La Régie d'assainissement et des travaux publics de Kinshasa (RATPK) se dit être confrontée à de sérieux problèmes financiers pour assurer la salubrité de la ville. « C'est toujours l'interminable problème de financement pour l'assainissement de la ville. Ce financement devait venir des gouvernements provincial et national. Nous avons noté des irrégularités criantes pour les approvisionnements en fonds. Ce qui handicape le fonctionnement du projet [Réhabilitation et assainissement urbain de la ville de Kinshasa] », a indiqué le directeur général de la RATPK.

Nord-Kivu : les démobilisés de Kamina manquent des kits de réinsertion. Les ex-combattants démobilisés venus de la base de Kamina (Haut-Lomami), se disent inquiets du manque de kits de réinsertion sociale, après plus de deux ans de formation passée dans ce centre militaire. Ces démobilisés indiquent que les autorités leur avaient promis ces kits [outils pour exercer les métiers appris dans le centre de cantonnement] dès qu'ils auraient fini l'apprentissage des métiers.

Lubumbashi: des opposants dénoncent "l'acharnement" contre Katumbi. Le Rassemblement de forces politiques et sociales acquises au changement a dénoncé, mercredi 22 juin, "l'acharnement" du pouvoir contre Moïse Katumbi dans un dossier judiciaire qui ne le concerne pas mais plutôt son grand-frère, Raphael Katebe Katoto. L'ex-gouverneur du Katanga est accusé d'avoir spolié et vendu la maison de M. Alexandros Stoupis de nationalité grecque.

Sud-Kivu : accusé d'entretenir une milice, un député provincial arrêté à Bukavu. Un député provincial élu de la circonscription électorale de Kabare (Sud-Kivu), est aux arrêts depuis mardi 21 juin à l'auditorat militaire de Bukavu, après une perquisition à son domicile. Selon des sources judiciaires, le député est accusé par la société civile d'entretenir une milice qui serait à l'origine des assassinats et l'insécurité généralisée dans cette région.

Ituri: 24 personnes arrêtées pour manque de latrines et poubelles. Vingt-quatre habitants dont onze déplacés de guerre de Getty ont été arrêtés par le chef de collectivité de Walendu - Bindi, à une soixantaine de kilomètres au sud de Bunia. Selon la société civile de Gety, qui a dénoncé cet acte mardi 21 juin, ils sont accusés de ne pas disposer de latrines et de poubelles. L'arrestation de ces personnes a été prise à l'issue d'une opération de contrôle de salubrité publique initiée par le chef des Walendu Bindi, Olivier Peke.

RDC: l'opposant Katumbi condamné à 3 ans de prison pour un conflit immobilier. Moïse Katumbi a été condamné mercredi 22 juin à trois ans de prison dans une affaire de spoliation immobilière, ce qui le rend pour l'heure inéligible. Le jugement a été rendu par un tribunal de paix de Lubumbashi. Le tribunal a donné raison à un ressortissant grec accusant l'ancien gouverneur du Katanga de faux et usage de faux pour l'acquisition d'un immeuble dont le plaignant estime qu'il devait lui revenir en héritage.

Déplacés de Buleusa: la réponse n'est pas militaire, selon la MONUSCO. Le commandant de la force de la MONUSCO, général Derrick Mgwebi a indiqué, mercredi 22 juin, que la solution au problème des déplacés de Buleusa (Nord-Kivu) est plus politique que militaire. Le vice-gouverneur du Nord-Kivu, Feller Lutahichirwa a annoncé, il y a deux jours, la délocalisation des déplacés de Buleusa vers un nouveau site pour leur identification et enregistrement. Le commandant de la force onusienne en RDC a rappelé que la mission de la MONUSCO est d'assister le gouvernement congolais à trouver des solutions au problème des déplacés de Buleusa. «Je me pose également quelques questions: est-ce que ces gens [déplacés] ont une terre? Est-ce que ces gens sont classés

comme des citoyens de ce pays [RDC]? Est-ce que le gouvernement prend soin de ces gens ?», s'est interrogé général Derrick Mgwebi.

Regain de vols à main armée à Kisangani. Le vol à main armée refait surface dans la ville de Kisangani et ses environs après une longue période d'accalmie. Le dernier cas en date remonte à la nuit de samedi 18 au dimanche 19 juin, où des hommes armés et cagoulés ont cambriolé dans deux boutiques au quartier Plateau médical dans la commune Makiso. Dans la nuit du 12 au 13 juin, un étudiant habitant le quartier Plateau Boyoma a été victime d'un vol à main armée.

La Banque mondiale déplore les faiblesses de la RDC à consommer des fonds octroyés. La RDC continue à présenter des faiblesses dans la consommation des fonds mis à sa disposition, surtout en cette période marquée par la baisse sensible des recettes provenant des matières premières, a indiqué mercredi 22 juin le directeur des opérations de la Banque mondiale en RDC, Moustapha Ndiaye. Il a fait cette déclaration à la clôture des travaux de la 6e revue conjointe du portefeuille des projets du gouvernement congolais qui bénéficient des appuis financiers de la Banque mondiale. «Alors que le Gouvernement a besoin de plus de financements externes, nous constatons malheureusement une baisse de taux de décaissements et des délais trop longs pour la mise en valeur des projets», a déclaré Moustapha Ndiaye. Il appelle les participants à ces travaux à réfléchir sur les mesures nécessaires à prendre pour améliorer les décaissements. Le ministre des Finances, Yav Mulang, a reconnu ces faiblesses et promis d'œuvrer dans le sens de corriger les imperfections afin de permettre au pays de bénéficier au maximum d'avantages que lui offrent ses partenaires au développement.

Condamnation de Bemba : les juges ont pris en compte « la gravité de crimes ». « La décision de la chambre de 1ère instance a pris en compte un certain nombre d'éléments notamment la gravité de crimes, la gravité du comportement coupable de M. Bemba », a déclaré Patrick Tshibuyi, porte-parole de la CPI en RDC, mercredi 22 juin, au lendemain de la condamnation de Jean-Pierre Bemba par la Cour pénale internationale à 18 ans de prison. Selon lui, l'ancien vice-président congolais a été condamné avec une situation aggravante liée à la cruauté avec laquelle les combattants du MLC ont commis des pillages et viols sur des personnes vulnérables. Jean-Pierre Bemba a été condamné comme chef militaire.

Jeudi 23 juin.

L'ACAJ réclame la libération des militants de l'opposition arrêtés au Kongo-Central. L'Association congolaise pour l'accès à la justice (ACAJ) réclame la libération des militants des partis politiques de l'opposition détenus dans le Kongo-Central depuis mai dernier. Poursuivis par le parquet général du Kongo-Central pour « avoir préparé des tracts appelant la population aux soulèvements », ces sept militants avaient été arrêtés alors qu'ils préparaient la marche de l'opposition du 26 mai. « Le fait de participer à une réunion pour préparer une marche qui était, du reste connue des autorités, ne peut pas constituer une infraction pour qu'ils soient en détention arbitraire », estime Me Georges Kapiamba, président de l'ACAJ.

Fièvre jaune : 15 décès enregistrés en deux mois à Kwango, selon la société civile. Quinze décès dus à la fièvre jaune ont été enregistrés depuis le mois d'avril dernier dans la province du Kwango, d'après le décompte fait mercredi 22 juin par la société civile de cette province. Selon le bilan dressé par cette organisation, 115 cas suspects de la fièvre jaune ont aussi été détectés entre avril et juin 2016 dans la même province. Huit cas ont été confirmés à l'Institut national de recherche biomédicale (INRB)..

La CIRGL crée une unité pour lutter contre l'exploitation illégale des ressources naturelles. Les Etats membres de la Conférence internationale de la région des Grands-Lacs (CIRGL) ont décidé de mettre en place une unité sur les ressources naturelles afin de lutter contre l'exploitation illégale des richesses, a déclaré mercredi 22 juin à Kinshasa, le coordonnateur national de la CIRGL en RDC, Kakese Vinalu. « Le premier point qui est devenu un élément essentiel en ce qui concerne la CIRGL, c'est l'exploitation illégale des ressources naturelles. Elles sont souvent l'objet de plusieurs conflits. Alors il faut créer un système de traçabilité qui permette à ce que l'on soit sûr que les minerais qui sont exportés ne proviennent pas de sang », a indiqué le coordonnateur national de la CIRGL, à l'occasion de la séance de restitution du VIe sommet ordinaire de la CIRGL. Ce sommet avait réuni à Luanda (Angola) le 14 juin dernier, les chefs d'Etats et des gouvernements de la CIRGL.

Kinshasa : Jeannine Mabunda présente le prix « Better World Award » obtenu à Monaco. La représentante personnelle du chef de l'Etat en charge de la lutte contre les violences sexuelles et le recrutement d'enfants, Jeannine Mabunda, a présenté mercredi 22 juin à Kinshasa, le prix « Better World Award ». Cette récompense lui a été décernée en mai dernier par la Principauté de Monaco en France, en guise de reconnaissance de la mobilisation collective contre le viol dont les femmes en RDC sont victimes depuis quelques années.

RDC: l'Eglise catholique lance sa société de microfinance. La Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) a officiellement lancé mercredi 22 juin les activités de sa société de microfinance, dénommée

l'Institution financière pour les œuvres de développement (IFOD). Cette société anonyme est une initiative de l'église catholique, dont la particularité est d'offrir des services bancaires de proximité. Déjà, une centaine de femmes ont bénéficié de ses crédits. L'Institution financière pour les œuvres de développement est le résultat d'un projet qui date de 2010. Elle jouit d'une autonomie financière en tant que société anonyme avec un conseil d'administration.

Ituri: une maladie inconnue tue plus de 200 vaches. Une nouvelle maladie non encore identifiée a tué plus de deux cents vaches depuis six mois dans la localité de Berunda, située à cheval entre les territoires de Djugu, Mahagi et Aru en Ituri. Les éleveurs dénoncent la passivité de l'inspection de l'agriculture, pêche et élevage face à ce fléau.

Un conseil provincial de l'ordre des pharmaciens dans le Tanganyika. Le Tanganyika s'est doté mardi 21 juin d'un conseil provincial de l'ordre des pharmaciens.

Condamnation de Moïse Katumbi: la défense ira en appel, l'accusation satisfaite. Le collectif des avocats de Moïse Katumbi Chapwe annonce qu'il va interjeter appel concernant le jugement par contumace rendu mercredi 22 juin par le tribunal de paix Lubumbashi – Kamalondo. Le tribunal a condamné l'ex-gouverneur à trois ans de prison pour faux et usage de faux dans une affaire de spoliation d'un immeuble appartenant à Alexandros Stoupis, un sujet grec. L'avocat de ce dernier se dit par contre satisfait du verdict.

Publication du gouvernement provincial du Kwilu. Le gouverneur de la province du Kwilu, Godel Kinioka, a publié dans la nuit de mercredi à jeudi 23 juin la composition de son gouvernement. Il est composé de dix portefeuilles et compte une seule femme. Un poste ministériel reste à pourvoir. Tous les ministres provinciaux nommés sont membres de la Majorité présidentielle (MP). Parmi les neuf ministres connus, trois sont issus du PPRD, deux du PALU, un du Camp de la Patrie, un de l'ARC, un de l'AFDC et un de CCU.

RDC: le général Kanyama, chef de la police de Kinshasa, sanctionné par le Trésor américain. L'administration américaine a annoncé jeudi 23 juin des sanctions financières contre le chef de la police de Kinshasa pour sa responsabilité dans des violences et des disparitions dans la capitale de la République démocratique du Congo, selon un communiqué du Trésor, indique l'AFP. Le général Célestin Kanyama est accusé « d'être responsable ou complice d'actes de violences et d'enlèvements (...) ciblant des civils, des femmes et des enfants ». Aux termes de ces sanctions, ses avoirs sont gelés aux Etats-Unis et il est interdit à toute entité américaine de faire des transactions avec lui.

Sud-Kivu: Thambwe Mwamba demande la levée de l'immunité du député Batumike. Le ministre de la Justice, Alexis Thambwe Mwamba, a déclaré jeudi 23 juin au cours d'une conférence de presse avoir demandé au président de l'assemblée provinciale du Sud-Kivu de lever l'immunité du député Frédéric Batumike arrêté depuis deux jours à Bukavu et accusé notamment d'entretenir une milice. Dépassé 30 jours, a-t-il fait savoir, les poursuites seront engagées contre le député en application du Statut de Rome de la CPI relatif aux crimes internationaux. Frédéric Batumike est soupçonné de crime contre l'humanité par viol, crime contre l'humanité par meurtre, direction d'un mouvement insurrectionnel, enlèvement, coups et blessures volontaires aggravés.

Le MLC dénonce une volonté d'écartier Jean-Pierre Bemba de la scène politique. Après la condamnation de Jean-Pierre Bemba à 18 ans de prison par la Cour pénale internationale (CPI), le Mouvement de libération du Congo (MLC), dénonce une volonté d'écartier son leader, sénateur et ancien vice-président de la RDC, de la scène politique. Pour le MLC, Jean-Pierre Bemba est victime « d'une justice sélective » orchestrée par « des officines complotant avec notamment des intelligences congolaises ». Le parti de l'opposition fait état de « la main noire de Kinshasa » dans le processus de condamnation de Jean-Pierre Bemba. « Vous n'êtes pas sans savoir que le gouvernement congolais a monté une mascarade. Il a pris des journalistes, des cameramen et les a envoyés sur place en Centrafrique pour faire un grossier montage afin de mieux incriminer le sénateur Jean-Pierre Bemba », a déclaré Canon William, porte-parole du MLC.

Vendredi 24 juin.

RDC : le Conseil de sécurité reconduit les sanctions financières et sur les armes. Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté jeudi à l'unanimité une résolution reconduisant pour une période d'un an les sanctions concernant la RDC et prorogeant le mandat du Groupe d'experts chargé de surveiller l'application de ces sanctions. Dans cette résolution, le Conseil « décide de reconduire jusqu'au 1er juillet 2017 les mesures sur les armes » précédemment imposées par les 15 membres, tout en précisant que ces mesures ne s'appliquent plus à la vente d'armes au gouvernement de la RDC, ainsi que les mesures sur les transports. Le Conseil reconduit également jusqu'au 1er juillet 2017 les mesures financières et celles concernant les déplacements imposées « aux personnes et entités que le Comité [de sanction du Conseil] aura désignées au motif qu'elles se livrent à des actes qui compromettent la paix, la stabilité ou la sécurité de la République démocratique du Congo ».

Un soldat congolais tué au Rwanda. Des sources de l'armée congolaise ont annoncé jeudi 23 juin la mort d'un soldat congolais depuis environ une semaine au Rwanda. La victime aurait traversé sans le vouloir la frontière et s'est retrouvé au Rwanda voisin. Il s'agit d'un soldat du 313e bataillon commando des Forces armées de la RDC (FARDC), basé en territoire de Nyiragongo au Nord-Kivu. Selon des sources au sein des FARDC, des militaires rwandais auraient tiré sur lui avant de le décapiter. Ils auraient ensuite jeté le corps décapité du côté congolais, indiquent les mêmes sources.

Kinshasa, 6e ville la plus chère au monde. Sur le classement Mercer 2016 des villes les plus chères au monde publié mercredi 22 juin, Kinshasa occupe la sixième place derrière Hong Kong, Luanda, Zurich, Singapour et Tokyo. La capitale congolaise progresse de 7 places par rapport au dernier classement. Kinshasa est désormais la deuxième ville la plus chère en Afrique. Trois villes africaines (Luanda, Kinshasa et N'Djamena) figurent parmi les 10 villes les plus chères au monde. Ce classement est publié par le cabinet d'audit Mercer, spécialisé dans le conseil en ressources humaines, qui élabore chaque année une enquête sur la qualité de la vie dans le monde pour aider les multinationales à rémunérer équitablement les salariés expatriés.

Condamnation de Katumbi : une décision fondamentalement politique, selon ACAJ. La condamnation de Moise Katumbi à trois ans de prison dans l'affaire de stellionat est une décision fondamentalement politique et un fruit de pressions politiques, a estimé jeudi 23 juin le président de l'Association congolaise pour l'accès à la justice (ACAJ), Me Georges Kapiamba. Selon lui, l'instruction de ce dossier a déjà au départ violé le droit de la défense pour n'avoir pas tenu compte des conclusions de l'autre contentieux judiciaire qui a opposé le procureur de la RDC à Katumbi dans l'affaire des présumés mercenaires. «Moise Katumbi a reçu une autorisation du Procureur général de la République pour se faire soigner à l'étranger. Mais les juges n'ont même pas daigné se soumettre aux effets de ce jugement qui les obligeait à sursoir cette procédure. Ils ont passé outre», a-t-il soutenu.

Kinshasa : un nouveau bâtiment de la police pour lutter contre les violences faites aux femmes. Le chef de la délégation de l'Union européenne en RDC, Michel Dumond a remis jeudi 23 juin à la Police nationale Congolaise (PNC) à Kinshasa le nouveau bâtiment de cette institution qui va abriter le département en charge de protection de l'enfant et de lutte contre les violences faites aux femmes. L'édifice, construit par l'Union Européenne (UE), dispose d'une dizaine de bureaux équipés des meubles et matériels informatiques.

RDC : la CENI et la NSCC lancent un programme sur la culture électorale. La Commission électorale nationale indépendante (CENI) a lancé mercredi 22 juin à Kinshasa, en collaboration avec la Nouvelle société civile congolaise (NSCC), un programme dénommée «Promotion de la culture électorale et participation citoyenne ». Il s'agit d'un projet qui vise l'accompagnement pédagogique des aspirations de la population congolaise dans son attachement aux principes d'un Etat de droit et aux meilleures pratiques de la gouvernance démocratique et électorale.

RDC : Pascal Isumbisho tient à l'amélioration des conditions salariales des fonctionnaires de l'Etat. Le ministre de la Fonction publique, Pascal Isumbisho, promet de moderniser l'administration publique congolaise grâce au processus de la réforme en cours. « Un des axes majeurs de la réforme c'est la rationalisation des rémunérations. Aujourd'hui, il y a des gens qui touchent des primes dix fois, voire cent fois plus que les autres. La réforme consiste à revoir cette situation pour que tout le monde ait un petit minimum en fonction des moyens disponibles », a-t-il indiqué. Selon lui, l'amélioration du budget de l'Etat passe aussi par l'amélioration de la qualité des services publics.

Ituri : la Caritas développement remet des vivres aux sinistrés du groupement de Paker. La Caritas développement du diocèse de Mahagi-Nyoka (Ituri), une ONG caritative de l'église catholique, a remis la semaine dernière, une assistance humanitaire en nourriture et en intrants à plus de 300 familles du groupement de Paker. Les bénéficiaires sont les victimes d'un incendie de plus de 400 maisons, suite à un conflit de pouvoir coutumier entre le clan Paker et la famille régnante de la chefferie de Jukoth. Ils ont reçu notamment de la farine de maïs, de l'huile végétale et des pagnes. Ces biens ont été collectés auprès des fidèles de l'église catholique, des opérateurs économiques et des certaines ONG locales et internationales.

Kamina: l'opération d'évacuation des ex-combattants vers leurs familles connaît des difficultés. L'évacuation des ex-combattants issus des groupes armés de l'Est de la RDC serait interrompue, ont affirmé des témoins vendredi 24 juin, six jours après le lancement de cette opération à la base militaire de Kamina (Haut-Lomami) par le ministre de la Défense. Les concernés disent n'avoir aucune explication de la part des autorités militaires.

Sanctions contre Kanyama: réactions contrastées de l'ASADHO et du Café kinois. L'Association africaine pour la défense des droits de l'homme (ASADHO) se réjouit des sanctions financières prises par le trésor américain contre le général Célestin Kanyama, commissaire provincial de la police à Kinshasa alors que le Café

Kinois, une organisation qui se présente comme un mouvement citoyen prévoit une marche de soutien au général sanctionné. Les sanctions infligées au général Kanyama constituent l'aboutissement des plaidoyers menés par les organisations de la société civile congolaise, a estimé Jean-Claude Katende, président de l'ASADHO. Satisfait de cette décision américaine, il a plaidé pour que ces sanctions soient également prises par les autres pays partenaires à la RDC et élargies à toutes les personnalités politiques qui bloquent le processus électoral en cours.

RDC: le Parlement européen exige une enquête sur les massacres de Beni. Le Parlement européen demande au gouvernement congolais de diligenter, par le biais de l'auditeur général des FARDC une enquête sur les massacres des civils dans la région de Beni (Nord-Kivu). La demande est formulée dans la Résolution de cette institution du 23 juin 2016 sur les massacres dans l'Est de la RDC, affirmant qu'«entre octobre 2014 et mai 2016 plus de 1 160 personnes, femmes et enfants y compris ont été sauvagement tués dans les territoires de Beni, Lubero et Butembo.»

Arrivée de Joseph Kabila à Kalemie. Le président de la République est arrivé vendredi 24 juin à Kalemie au Tanganyika. Sur place, Joseph Kabila a lancé les travaux de la réhabilitation et d'extension de la piste d'atterrissage de l'aéroport, de la rénovation de l'aérogare, de construction du stade omnisport, de construction de l'Université de Kalemie et enfin de la voirie urbaine de Kalemie. **Joseph Kabila appelle à l'enrôlement des électeurs.**«Je voudrais m'adresser à tout le pays à travers la population de Kalemie. Bientôt nous allons entamer le processus électoral. Les vieux, les jeunes, les mamans et papas doivent se préparer pour les opérations d'enrôlement des électeurs au mois de juillet prochain», a-t-il déclaré au cours d'une adresse d'une dizaine de minutes devant des habitants de cette ville de la province du Tanganyika. Il a souligné la nécessité d'organiser les élections en RDC. Selon la constitution, l'élection présidentielle doit intervenir en novembre 2016. Mais, le président de la CENI, Corneille Nangaa, avait affirmé en mars dernier que les contraintes techniques notamment la révision du fichier électoral, ne permettraient pas à son institution d'organiser les élections dans le délai constitutionnel. A cette occasion, il avait annoncé que la CENI introduirait une requête à la Cour constitutionnelle pour obtenir une petite extension qui «ne sera pas éternelle», selon ses propos.

Samedi 25 juin.

RDC : les groupes miniers exhortent l'Etat à rembourser leurs crédits de TVA. Les groupes miniers en RDC demandent aux autorités de Kinshasa la rétrocession de centaines de millions de dollars de crédits de TVA* dont le blocage met selon eux en péril « l'équilibre » de tout leur secteur, selon un document obtenu vendredi 24 juin par l'AFP. L'Etat, dont les finances sont soumises à rude épreuve par la baisse des cours des matières premières, a commencé à suspendre le remboursement de ces crédits à toutes les entreprises du pays fin 2015. Pour les seuls groupes miniers, l'encours des sommes dues par l'Etat s'élève désormais à « plus de 700 millions de dollars », écrit la Fédération des entreprises du Congo (FEC) dans une lettre adressée au ministre des Finances.

RDC: 1 000 perroquets gris réintroduits dans leur milieu naturel. L'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) a réintroduit jeudi 23 juin mille perroquets gris dans la réserve de Bombo Lumene au plateau de Bateke. Selon son directeur général, Cosma Wilungula, l'ICCN a pour mission d'organiser la réintroduction dans la nature des perroquets gris qui ont été retenus dans une quarantaine comme le jardin zoologique de Kinshasa. La réserve de Bombo Lumene est l'habitat convenable pour cette espèce animale.

RDC: la MP désapprouve les sanctions américaines contre le général Kanyama. La Majorité présidentielle (MP) désapprouve les sanctions financières prises par le Trésor américain contre le chef de la police de la ville de Kinshasa, le général Kanyama. Son porte-parole, André-Alain Atundu, estime que les Etats-Unis devraient user des voies diplomatiques plutôt que d'imposer des sanctions.

Nord-Kivu: l'armée démantèle une position des FDLR à Rutshuru. L'armée a démantelé jeudi 23 juin la position des rebelles rwandais des FDLR à Kazaroho dans le territoire de Rutshuru au Nord-Kivu. Les militaires poursuivent le ratissage dans la région où ils auraient également ravi des armes aux rebelles.

Ituri: 3 creuseurs artisanaux meurent dans un éboulement de terre. Trois creuseurs artisanaux sont morts et cinq autres blessés dans la nuit de vendredi à samedi 25 juin dans un éboulement de terre survenu dans le gisement d'or de Kpangba dans la province de l'Ituri. Plus de 20 personnes travaillaient dans le puits d'or où s'est produit l'éboulement. Selon des sources la société civile locale, on dénombre 17 rescapés. Ils ont été extraits du sol par leurs collègues qui travaillaient dans les puits voisins.

Lubumbashi: des associations féminines sensibilisées sur le processus électoral. Des femmes issues des regroupements de la société civile et des associations féminines ont pris part vendredi 24 juin à Lubumbashi à une journée de sensibilisation sur le processus électoral.

Sud-Kivu: 3 personnes meurent asphyxiées dans un puits d'or. Trois personnes sont mortes asphyxiées et six autres blessées dans un puits d'or vendredi 24 juin dans le territoire de Mwenga au Sud-Kivu. En novembre 2015, les autorités provinciales avaient décidé de la fermeture de ce puits qu'elles jugeaient dangereuses. En mars dernier, le puits a de nouveau été rouvert à l'exploitation par les mêmes autorités.

Les détenus de la prison de Dungu manquent de nourriture. Le directeur de la prison de Dungu, Edmond Lukakau, dans la province du Haut-Uélé demande l'aide des autorités provinciales pour les détenus de cette maison carcérale qui manquent de nourriture.

Mgr Marcel Utambi élu président de la CENCO. L'assemblée plénière de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) a élu vendredi 24 juin à Kinshasa son nouveau président: Marcel Utambi, archevêque de Kisangani. Il remplace à ce poste Nicolas Djomo, évêque de Tshumbe, arrivé fin mandat. Mgr Utambi sera secondé par Fridolin Ambongo, évêque de Bokungu Ikela. Le secrétaire général de la CENCO, Léonard Santedi, témoigne que la plénière a chaleureusement salué le travail abattu par Nicolas Djomo pendant huit ans. L'abbé Léonard Santedi décrit la tâche qui attend désormais le nouveau président de la CENCO: «Pour trois ans maintenant, la CENCO va se pencher sur le thème de l'éducation. Car, l'éducation apparaît pour les évêques en ce moment-ci comme le grand défi. Si nous voulons développer notre pays, il faut éduquer à partir de l'école primaire, secondaire, l'université et dans les familles.»

Lualaba: 35 cas suspects de rougeole, dont 6 décès. Trente-cinq cas suspects de rougeole, dont six décès, ont été enregistrés depuis mai dernier dans l'aire de santé de Mukabe Kasari, zone de santé de Lubudi dans la province du Lualaba, selon le bulletin hebdomadaire publié vendredi 24 juin par le Bureau des coordinations des affaires humanitaires (OCHA). Sur place à Mukabe Kasari, la prise en charge des malades s'avère difficile. Les autorités sanitaires de la province du Lualaba indiquent que la majorité des cas suspects de rougeole ont été détectés parmi les nouveaux déplacés, qui ont fui les incursions répétées des Maï Maï à Mitwaba.

Dimanche 26 juin ;

Heal Africa soigne gratuitement 3 000 enfants nés avec les pieds courbés dans l'Est de la RDC. L'Hôpital Heal Africa a gratuitement soigné trois mille enfants nés avec le pied bot depuis 2007. Le coordonnateur du programme de prise en charge de cette malformation congénitale, Dr Benjamin Lwaivweka, a donné ces chiffres samedi à Goma au Nord-Kivu. Le pied de bot est une malformation qui se manifeste par les pieds courbés à la naissance, a expliqué Dr Benjamin Lwaivweka, ajoutant que ses causes n'ont pas encore été élucidées. Pour la prise en charge des patients, Heal Africa et ses partenaires commencent d'abord par la manipulation. C'est une technique qui permet au personnel soignant « d'assouplir le pied. Et une fois nous venons d'assouplir le pied, nous mettons le plâtre ».

Kinshasa : une ONG offre un repas de « solidarité » à 162 victimes de tortures. L'ONG «Gouvernance Plus» a offert, vendredi 24 juin à Kinshasa, un repas de « solidarité» à cent soixante-deux victimes de diverses violences dont cent douze femmes. Selon le coordonnateur de cette association, Emery Bukasa, ce geste est un « réconfort moral et psychologique » à ces personnes. Il a indiqué que cette activité s'inscrivait dans le cadre de la journée de soutien aux victimes de la torture, célébrée le 26 juin de chaque année.

RDC : la Dynamique de l'opposition rejette le dialogue convoqué par le président Kabila. La plateforme Dynamique de l'opposition dit rejeter « catégoriquement » le dialogue politique convoqué par le président de la République, Joseph Kabila. Dans une déclaration faite samedi 25 juin à la presse, ce regroupement qualifie ce forum de « piège ». Pour cette plateforme, la meilleure des réponses à l'impasse politique est la tenue effective des élections présidentielle et législatives dans le délai constitutionnel.

Ituri : le retour des ex-combattants FRPI inquiète la population de Walendu Bindi. La population de la chefferie de Walendu Bindi en Ituri s'inquiète du retour depuis mercredi dernier d'une dizaine d'ex-combattants du groupe armé FRPI qui avait intégré le processus DDR. Dans une déclaration faite samedi 25 juin, le vice-président de la communauté Ngiti, Masumbuko Adaba, a indiqué que la population locale redoute que ces ex-miliciens venus du centre de Kamina réintègrent la milice FRPI qui continue de semer la terreur au sud du territoire d'Irumu. Il a rapporté que quatre parmi eux ont été aperçus jeudi au village de Kaswara et 11 autres à Gety-Etat. Masumbuko Adaba a précisé que leur présence a créé une psychose dans cette entité coutumière où les conflits armés perdurent depuis environ 15 ans.

RDC : sortie officielle d'un nouveau parti politique, l'ADN. Un nouveau parti politique a vu le jour en RDC. Il s'agit de l'Alliance des démocrates pour une nouvelle République (ADN). Sa sortie officielle est intervenue samedi 25 juin à Kinshasa. Ce parti regroupe des jeunes se réclamant de la nouvelle classe politique et s'identifie comme une formation politique de l'opposition parce que ne faisant pas partie de la classe qui dirige actuellement le gouvernement de la RDC. D'après son président Me Patrick Civava Mbasha, la RDC a besoin

d'une nouvelle vision politique qui, d'une part, mettrait l'homme au centre des préoccupations. Et d'autre part, mettrait hors course les politiques habitués « au vagabondage politique ».

Sud-Kivu : 7 disparus dans un naufrage à Kalehe. Sept personnes sont portées disparues dans un naufrage qui a eu lieu samedi 25 juin vers 22 heures, heure locales, dans la localité de Mukwidja au beach de Nyabirere, en territoire de Kalehe (Sud-Kivu). Selon des sources sur place, treize autres personnes ont été rescapées.

Beni: la coalition FARDC-MONUSCO neutralise le numéro 2 de l'ADF. La coalition FARDC-MONUSCO a neutralisé trente-sept rebelles ADF parmi lesquels la deuxième personnalité de cette rébellion ougandaise, Hood Lukwago, dans le cadre de l'opération conjointe "Usalama" [sécurité, en Français]. Ce dernier serait tombé le 13 juin lors de la bataille de Kimbao.

Ituri: incursions régulières de Mai-Mai au foyer minier de Muchacha. La société civile de Bandegaïdo, en territoire de Mambasa (Ituri), signale l'incursion régulière de diverses milices au foyer minier de Muchacha, à plus de 300 km au Sud-Ouest de Bunia. Le dernier cas a été enregistré, vendredi 24 juin, où une nouvelle milice, dirigée par un certain Sumbadede, a occupé pendant 48 heures ce foyer qui héberge plus de 4 000 orpailleurs.

RDC: la ville de Kindu s'apprête à accueillir la fête du 30 juin. A trois jours des festivités du 30 juin, relatives à la 56^e anniversaire de l'indépendance de la RDC, la ville de Kindu (Maniema) présente un nouveau visage. Plusieurs sites de la capitale provinciale du Maniema sont aménagés pour la circonstance. Une tribune est montée pour accueillir le chef de l'Etat, le Premier ministre et autres invités de marque. Dans la ville, un engouement des gens venant de l'intérieur de la province est également observé et le lieu qui accueillera la fête du 30 juin est devenu un véritable site touristique.

Sud-Ubangi: l'Assemblée provinciale adopte le budget 2016. L'Assemblée provinciale du Sud-Ubangi a adopté, samedi 25 juin à Gemena, le budget 2016 qui se chiffre en recettes et en dépenses à 63 231 000 000 francs congolais (67 485 485 dollars américains). Ce budget, adopté après examen moyennant quelques amendements sera présenté à la plénière de lundi 27 juin.

Lundi 27 juin.

Dialogue: « une occasion pour régler tous les différends ». Dieudonné Mushagalusa, membre de la société civile « Forces vives », estime que le dialogue politique en RDC est une « occasion offerte pour régler tous les différends au sein de la classe politique et de la classe sociale ». « Nous, comme société civile, réfléchissons pour qu'ensemble nous puissions interpeller et avertir les uns et les autres pour qu'ils mettent de côté leurs divergences parce que nous avons besoin d'une RDC forte avec un avenir radieux pour nos générations à venir », a indiqué Dieudonné Mushagalusa.

Walikale: l'armée renforce sa présence à Kailenge. Les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) ont renforcé leurs patrouilles dans la localité de Kailenge, à Walikale (Nord-Kivu), à la suite d'une attaque perpétrée dimanche 26 juin dans la matinée par des hommes armés.

Haut-Uélé: le gouverneur forme le gouvernement provincial. Le gouverneur de la province du Haut-Uélé, Jean-Pierre Lola Kisanga, a publié dimanche 26 juin la liste des ministres provinciaux qui composent son gouvernement. Parmi les dix membres de l'exécutif provincial, on compte trois femmes.

Ituri: 10 miliciens tués dans des affrontements avec l'armée. Dix miliciens, dont deux femmes, de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) ont été tués et deux militaires grièvement blessés dans un accrochage qui a opposé les deux groupes lundi 27 juin au village de Kienge dans la chefferie des Walendu Bindi.

Bunia: reprise de la réhabilitation de la route « Rond-point Pique-nique » - aéroport. Les travaux de réhabilitation du tronçon routier compris entre le Rond-point Pique-nique et l'aéroport de Bunia, long de 3 kilomètres, ont repris vendredi 24 juin. Ces travaux consistent au reprofilage de ce tronçon dont les travaux de réhabilitation ont été suspendus depuis un an. En clair, l'entreprise congolaise Ingeniera and Innovazione qui exécute ces travaux procède au compactage et au remblayage du sol dans les endroits les plus abimés de la route. Ce tronçon routier sert de voie de jonction entre plusieurs routes secondaires de Bunia et l'aéroport de la ville. Il était délabré et impraticable depuis quelques mois.

Uvira: des membres des services de sécurité sensibilisés contre la torture. Plusieurs membres des services de sécurité du Sud-Kivu ont participé lundi 27 juin à une séance de sensibilisation contre la torture organisée par le bureau conjoint des Nations Unies aux Droits de l'homme (BCNUDH) à Uvira (Sud-Kivu).

Rutshuru: plaidoyer pour le rétablissement de l'autorité de l'Etat. L'autorité de l'Etat devrait être rétablie dans le territoire de Rutshuru au Nord-Kivu. C'est la première recommandation des participants au dialogue social qui s'est tenu dans la chefferie de Bwito. Ce forum s'est clôturé le week-end dernier. Les participants ont aussi réclamé le déploiement rapide des forces de sécurité pour faire face aux groupes armés, notamment les FDLR et les Nyatura qui insécurisent Bwalanda, Kikuku et Nyanzale, les grandes agglomérations de cette chefferie.

Lubumbashi: arrestation d'un collaborateur du chef milicien Gédéon. Thierry Mukelekele, porte-parole et proche du seigneur de guerre Kyungu Mutanga dit Gédéon a été arrêté jeudi 23 juin dernier à Lubumbashi (Haut-Katanga). Il a été arrêté après qu'il se soit présenté à la deuxième zone de défense pour déposer un CD contenant un « message de paix » de Gédéon Kyungu Mutanga envoyé aux autorités militaires du Haut-Katanga.

La RDC annonce la création d'un mécanisme de prévention contre la torture. La RDC sera bientôt dotée d'un mécanisme national de prévention contre la torture, a annoncé lundi 26 juin le vice-ministre de la Justice à l'occasion de la célébration officielle de la Journée internationale de soutien aux victimes de la torture. Maître Georges Kapiamba, président de l'Association congolaise pour l'accès à la justice (ACAJ) a salué cette annonce tout en dénonçant le fait que, malgré la volonté affichée et les discours officiels, beaucoup d'autorités congolaises recourent toujours à la torture ou la tolèrent.

Mardi 28 juin.

Dialogue: pas de compromis au conclave de la société civile. Le conclave de la société civile, forces vives, organisé à Kinshasa du 26 au 27 juin à Kinshasa, n'a pas réussi à mettre tous les participants d'accord sur l'opportunité du dialogue politique en RDC. Certains le considèrent comme indispensable afin que le pays ne sombre dans un cycle infernal des violences. D'autres délégués provinciaux à ces assises crient à l'instrumentalisation de la société civile.

RDC: la Cenco appelle les Congolais à un « sursaut patriotique ». Les Archevêques, Evêques et le cardinal, membres de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco), exhortent les Congolais à un « sursaut patriotique en vue de sauver la Nation en danger ». Les évêques estiment que la crise actuelle en RDC résulte du blocage du processus électoral. « Alors que les échéances électorales prévues par la constitution sont imminentes, on constate un retard accablant dans l'organisation des scrutins. Le peuple congolais s'interroge : ce retard serait-il dû à un déficit de bonne gouvernance, à un cas de force majeure, ou à un manque de volonté politique délibéré », indique un communiqué de la Cenco. Pour trouver une issue heureuse à cette crise, les évêques proposent quatre pistes de solution : Respecter la constitution ; Aller au dialogue ; Répondre au cri de détresse du peuple ; Garantir le respect des droits humains. Les évêques qui rappellent que leur rôle « n'est pas de promouvoir une quelconque idéologie ni de parrainer politiquement des individus ou des groupes pour l'accès ou le maintien au pouvoir » recommandent aux acteurs politiques de privilégier le consensus politique. Ils appellent les acteurs politiques à faire des concessions nécessaires pour que « nous puissions avoir des élections crédibles, transparentes et apaisées dans le respect de la constitution. Les prélats catholiques font savoir que les conséquences de cette crise politique ont des effets sur la population. « La crise qui déchire les politiciens a des répercussions néfastes sur le vécu quotidien des citoyens congolais. Les besoins sociaux de base, notamment la santé, l'éducation, l'eau, l'électricité ne sont pas assurés convenablement. Les salaires, déjà modiques, ne sont plus réguliers. Pendant que des conflits sociaux agitent la fonction publique, le budget national est revu à la baisse », font remarquer les membres de la Cenco.

Publication du gouvernement provincial du Kasai-Central. Le gouverneur du Kasai-Central, Alex Kande, a publié lundi 27 juin la liste des membres qui composent son équipe gouvernementale. Ce gouvernement compte dix membres tous issus de la Majorité présidentielle. L'équipe comprend deux femmes.

Haut-Katanga: plus de difficulté pour le transport des minerais, selon la SNCC. Selon le directeur de la coordination d'exploitation de la Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC), Lubaba Ilunga, le transport des minerais de Lubumbashi à Mwene-Ditu en passant par Kamina est « souple » et « intense ». Pour Lubaba Ilunga, il n'existe plus de problème d'entassement des minerais dans les gares de la province du Haut-Katanga depuis l'acquisition en juillet 2015 de nouvelles locomotives par la SNCC.

Sud-Kivu: affrontements entre l'armée et des miliciens Nyatura à Kalehe. Treize miliciens Nyatura ont attaqué lundi 27 juin dans la nuit une position des Forces armées de la RDC (FARDC) à Kavumu dans le territoire de Kalehe (Sud-Kivu). D'après des sources militaires qui ont livré l'information à Radio Okapi, les militaires ont riposté à cette attaque.

Gabriel Kyungu: « Nous ne voulons pas voir le président de la République se mêler des élections ». « Il faut savoir que chacun a sa mission dans les structures de notre pays. Les élections c'est la CENI [commission

électorale nationale indépendante] et non la présidence de la République. Nous refusons et nous ne voulons pas voir le président de la République se mêler dans les élections. Il faut que ces élections soient organisées par la CENI sous l'œil vigilant de la communauté internationale », a déclaré lundi 27 juin Gabriel Kyungu. Il réagissait à la déclaration du chef de l'Etat à Kalemie, appelant la population congolaise à participer à l'enrôlement des électeurs, prévu par la commission électorale à partir du mois de juillet.

Ituri: deux morts lors d'une attaque des miliciens FRPI à Kiboba. Des miliciens des Forces de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) ont lancé mardi 28 juin dans la matinée une attaque contre les positions de l'armée congolaise au village de Kigoba, dans la collectivité de Walendu Bindi (Ituri). Le commandant second de l'armée en Ituri avance un bilan de deux morts, un milicien et un militaire.

Kinshasa: « banque Lambert », un système d'emprunt au taux d'intérêt prohibitif. Certains non-initiés ont été pris au jeu. Ne se doutant de rien, ils ont pensé que « banque Lambert » désigne une institution bancaire normale. Il n'en est rien. L'expression désigne à Kinshasa un système d'emprunt au taux d'emprunt élevé avec un délai de remboursement court. La plupart de ceux qui y ont recours confient avoir été « dans l'urgence ».

RDC: la vaccination contre la fièvre jaune prévue en juillet. Le lancement de la campagne de vaccination contre la fièvre jaune est prévu pour la mi-juillet, a annoncé mardi 28 juin le ministère de la Santé, expliquant que les commandes de plus de 11 millions de vaccins sont déjà faites. La campagne va se dérouler dans toute la ville-province de Kinshasa ainsi que dans les provinces frontalières à l'Angola. Le Gouvernement a déclaré lundi 20 juin l'épidémie de fièvre jaune en RDC.

Manono: 800 personnes dépistées au VIH/Sida. Huit cents personnes ont été dépistées volontairement en l'espace d'un mois, lors de la campagne de sensibilisation sur le VIH/Sida initiée par la zone de santé de Manono en partenariat avec une association dénommée «Regroupement des jeunes de Manono». La zone de santé de Manono, qui affirme disposer d'un lot important d'antirétroviraux, appelle les habitants à venir encore plus nombreux pour se faire dépister. Depuis un mois, le Regroupement des jeunes de Manono sensibilise sur le VIH/Sida dans les marchés, églises, écoles et lors des rencontres de football. A chaque match, 50 jeunes en moyenne se font dépister volontairement.

Mbandaka: lancement de l'éclairage public par énergie solaire. Le gouverneur de l'Equateur, Tony Cassius Bolamba a lancé lundi 27 juin à Mbandaka (Equateur), l'éclairage public par poteaux solaires.

RDC: Tshibangu Kalala propose une révision partielle du fichier électoral. Le président du parti Notre beau pays, Tshibangu Kalala, propose une révision partielle du fichier électoral pour que les élections se tiennent dans les délais constitutionnels. Dans une déclaration politique faite mardi 28 juin à Kinshasa, l'opposant a rejeté tous les arguments «fallacieux» avancés par la Commission électorale nationale indépendante (CENI) «pour retarder l'organisation des élections.» Pour résoudre le problème de nouveaux majeurs, la CENI peut les identifier et les inscrire sur la liste électorale de 2011 dans leurs circonscriptions électorales respectives. Cette opération peut prendre 15 à 20 jours seulement, estime-t-il.

Mercredi 29 juin.

Zahidi Ngoma appelle au dialogue pour discuter des délais « réalisables » des élections. L'ancien vice-président congolais indique que la commission électorale a déjà fait savoir qu'elle ne pourra pas organiser l'élection présidentielle dans le délai constitutionnel. Selon la constitution, le mandat de l'actuel président congolais prend fin en décembre prochain. Zahidi Ngoma plaide pour l'organisation d'un dialogue pour discuter de cette question. Le chef de l'Etat Joseph Kabila a annoncé depuis l'année passée la tenue d'un dialogue en RDC pour permettre la tenue d'élections apaisées. Mais l'organisation de ce dialogue ne fait pas l'unanimité au sein de la classe politique. Certains opposants le boudent. D'autres conditionnent leur participation.

Nord-Ubangi : le HCR remet des outils de production aux réfugiés centrafricains. Le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a remis lundi 27 juin des outils aux réfugiés centrafricains du camp Inke (Nord-Ubangi) pour leur permettre de se lancer dans des activités génératrices de revenus. Ils ont reçu 5 moulins à grain, des outils pour la photographie, la boulangerie et la couture. Les habitants du village ont également reçu des outils pour la fabrication artisanale du savon. Pour le HCR, cette dotation a pour but d'aider les réfugiés centrafricains à se prendre en charge et la population autochtone, à vivre en paix avec les réfugiés.

RDC: « les pionniers de l'UDPS » rejettent les résolutions du conclave de Bruxelles. «Rien de ce qui a été décidé à Genval n'engage l'UDPS», ont déclaré mardi 28 juin à Kinshasa un groupe d'acteurs politiques qui se nomme « les pionniers de l'UDPS » en référence au parti que dirige Etienne Tshisekedi, estimant que l'opposant «a posé un acte contraire aux intérêts de l'UDPS». Augustin Kabuya, secrétaire national adjoint chargé de

communication de l'UDPS affirme pour sa part qu'aucune structure dénommée « les pionniers de l'UDPS » n'existe au sein de ce parti.

Sankuru: une cérémonie pour clôturer les funérailles de Papa Wemba. Une cérémonie coutumière a été organisée dimanche 26 juin à Dongo dans le territoire de Lubefu (Sankuru) pour clôturer les funérailles de l'artiste musicien Papa Wemba, décédé en avril dernier à Abidjan (Côte-d'Ivoire). La cérémonie a débuté par la découverte de la stèle érigée par la province de Sankuru en l'honneur du chanteur disparu à Dongo, son village natal. C'est sa veuve, Marie Luzolo « Amazone », qui s'est chargée de retirer le voile qui recouvrait le monument.

Kasaï: le parti ADEL/Radicale quitte la Majorité présidentielle. Le parti politique Alliance des démocrates libéraux radicaux (ADEL/Radicale) a quitté la Majorité présidentielle (MP) pour rejoindre l'opposition. Son président national, le député provincial Omer Mijimbu Sha Kalau, reproche au PPRD (parti présidentiel) d'étouffer les autres partis membres de cette plateforme qui soutient le chef de l'Etat. Omer Mijimbu dont le parti n'a aucun membre au sein du nouveau gouvernement provincial composé de cinq ministres reproche à l'exécutif provincial de ne pas représenter toutes les sensibilités politiques et sociales. Pour sa part, le vice-gouverneur de province, Hubert Mbingo, membre du PPRD, affirme que l'équipe gouvernementale est limitée à cinq ministres, faute de moyens financiers conséquents.

Fête de l'indépendance: Joseph Kabila est arrivé à Kindu. Le Président de la République, Joseph Kabila, est arrivé ce mercredi 29 juin dans la ville de Kindu au Maniema où une cérémonie sera organisée jeudi à l'occasion du 56e anniversaire de l'indépendance du pays. Il a été accueilli par de nombreux notables du Maniema ainsi que des membres du gouvernement dont le Premier ministre Matata Ponyo.

Nord-Kivu: la MONUSCO veut réorganiser ses troupes. La MONUSCO veut réorganiser ses troupes pour faire face aux menaces des groupes armés notamment les ADF et FDLR dans les territoires de Beni, Butembo et Lubero (Nord-Kivu). Le représentant spécial-adjoint du secrétaire général de l'ONU en RDC, David Gressly, l'a annoncé mardi 28 juin au terme d'une mission d'évaluation sécuritaire dans ces territoires du Nord-Kivu, en proie à l'activisme des hommes armés.

Ituri: deux milices se disputent l'exploitation de l'or à Muchacha. Deux milices se sont affrontées lundi et mardi 28 juin au foyer minier de Muchacha. Ils se disputent l'exploitation de l'or dans ce site minier situé dans la réserve de faune à Okapi en Ituri. Le bilan de ces combats n'est pas encore connu. Selon des sources de la société civile locale, le groupe Maï-Maï Simba Manu a attaqué la milice de Sumbadede qui avait envahi le foyer minier depuis samedi. Les miliciens Maï-Maï Manu auraient réussi à déloger l'autre milice de Muchacha.

Matadi: les victimes de torture appelées à dénoncer leurs tortionnaires. L'auditeur militaire de garnison de Matadi au Kongo-Central recommande aux personnes victimes d'actes de torture de dénoncer leurs tortionnaires. Parmi les cas qui lui ont été rapportés, il cite l'exemple d'un officier militaire poursuivi en justice par un activiste des droits de l'homme pour avoir torturé un enfant.

Lubumbashi: reprise du procès de 32 pygmées et bantous accusés de génocide. Le procès des trente-deux pygmées et bantous poursuivis par la justice congolaise pour crime de génocide et crime contre l'humanité a repris mardi 28 juin à la prison de la Kasapa à Lubumbashi. Ces personnes sont accusées des crimes qui auraient été commis lors du conflit opposant depuis 2013 les deux communautés dans les territoires de Kabalo et Manono (Tanganyika). Pour la première fois depuis l'ouverture du procès en 2014, trois victimes ont participé à l'audience. Il s'agit d'un chef de village pygmée, une jeune fille Luba et une femme violée. La cour a procédé à l'identification des victimes. Le greffier a ensuite lu les procès-verbaux des audiences précédentes.

RDC: la Banque centrale injecte 50 millions USD pour contrer l'inflation. La Banque centrale du Congo (BCC) a vendu mardi 28 juin 50 millions de dollars américains aux banques commerciales. Cette opération vise à injecter en quantités importantes la devise américaine sur le marché bancaire afin de casser la dépréciation du franc congolais, a expliqué mercredi 29 juin à Radio Okapi, le directeur général chargé de la politique monétaire de la BCC, Jean-Louis Kayembe. Selon lui, le marché de change a réagi positivement à cette opération. Sur le marché ce mercredi, le taux du dollar américain par rapport au franc congolais a légèrement baissé. 1 USD se négocie actuellement entre 970 et 1000 francs congolais ; contre 1000 et 1080 francs il y a quelques jours.

RDC: Joseph Kabila appelle Edem Kodjo à ouvrir rapidement le dialogue. « Cette option [du dialogue] étant pour nous irréversible, j'encourage le facilitateur désigné par l'Union africaine, [Edem Kodjo], à finaliser ses consultations en vue de l'ouverture rapide de ce forum et l'assure du soutien de la nation congolaise dans ses efforts visant à parvenir à un consensus politique », a déclaré mercredi 29 juin le chef de l'Etat lors de son discours à la nation à la veille de la fête de l'indépendance de la RDC. Joseph Kabila rappelle qu'il y a une

année, il avait convoqué un dialogue national inclusif en vue de garantir un processus électoral inclusif, crédible et surtout apaisé.

Joseph Kabila promulgue la loi sur l'enrôlement des électeurs. Le président de la République a promulgué mercredi 29 juin les lois portant les finances rectificatives de l'année 2016 et sur l'identification et enrôlement des électeurs en RDC. Cette dernière fixe les conditions pour se faire enrôler, notamment : être de nationalité congolaise, être âgé de 18 ans révolu à la date du dernier scrutin du cycle électoral, se trouver sur le territoire de la RDC au moment de l'identification et de l'enrôlement des électeurs. Toutefois, les Congolais vivant à l'étranger peuvent se faire identifier au niveau d'un centre d'identification ouvert au sein des ambassades ou consulats de leur lieu de résidence, à l'aide d'une carte d'identité ou d'un passeport valide.

Jeudi 30 juin.

Joseph Kabila : «L'Histoire de la RDC ne devrait s'écrire en lettres de sang et par les autres». « A tous ceux qui pensent que l'histoire de la République Démocratique du Congo devrait toujours s'écrire en lettres de sang et par les autres, nous rappelons que c'est par le peuple congolais et en RDC, dans la paix, que les nouvelles pages de l'histoire de notre pays restent à écrire et le seront », a déclaré mercredi 29 juin Joseph Kabila lors de son discours à la nation à la veille de la fête de l'indépendance de la RDC. « ...car comme nous n'avons jamais cessé de le répéter, notre peuple est aujourd'hui mûr. Il connaît parfaitement où se trouvent ses intérêts et comment en assurer la défense. La défense de ces intérêts ne se fera plus par la violence, mais plutôt à travers la recherche permanente d'un consensus responsable, susceptible de nous aider à préserver les acquis de la lutte de nos pères de l'indépendance et ceux de nos efforts communs, à savoir la paix, la stabilité politique et économique ainsi que le vaste patrimoine des infrastructures», a expliqué le président de la République. Il a par ailleurs affirmé que célébrer l'anniversaire de la fête nationale, c'est rappeler, une fois de plus, que le Congo est un pays souverain, disposé à nouer des partenariats constructifs et mutuellement avantageux avec tous les autres Etats, dans le respect de leurs peuples respectifs. Joseph Kabila appelle les congolais à la vigilance, indiquant que des menaces à l'intégrité du territoire, à la stabilité des institutions ainsi qu'à la cohésion nationale demeurent persistantes et pressantes, d'après lui. «Il nous faut, envers et contre tout, œuvrer, de manière inlassable, en faveur de la paix et de la sécurité de notre pays, et faire face aux terroristes qui nous sont imposés», recommande-t-il. **La stabilité et la croissance économiques mises à rude épreuve.** «Après avoir résisté vaillamment pendant plusieurs mois, la stabilité et la croissance économique de notre pays, amorcées au prix de beaucoup de sacrifices, depuis 2001, sont aujourd'hui mises à rude épreuve », a-t-il estimé. Il justifie cette turbulence par le choc exogène découlant de la baisse continue des cours des matières premières d'exportation, qui affecte plusieurs pays en Afrique et dans le monde. Et le président Kabila affirme comprendre les difficultés auxquelles font face les populations, au regard de la baisse du pouvoir d'achat. Il assure que le gouvernement va limiter les effets néfastes de cette crise. « Nous allons accentuer nos efforts de stabilisation économique et monétaire, à travers la mise en œuvre des 28 mesures économiques à caractère prioritaire et celle de la loi des finances rectificative de l'exercice 2016 que je viens de promulguer », a-t-il précisé.

Nord-Kivu : les familles fuient Tongo après la reprise des opérations contre les FDLR. Avec les opérations contre les FDLR dans la région de Tongo, plusieurs familles ont fui la région. Elles sont parties rejoindre d'autres déplacés sur les sites de Kanaba, Kabizo et Rushashi, a dit à Radio Okapi le chef de groupement de Tongo. Selon lui, les trois sites des déplacés de Tongo comptaient déjà environ 4000 familles avant l'arrivée de la dernière vague qui a fui les opérations. Ces déplacés sont dépourvus de tout car ils ont tout abandonné dans leurs villages.

Goma : le journaliste Papy Okito arrêté. Le journaliste Papy Okito, l'éditeur du journal « Echo d'opinions », est aux arrêts depuis mercredi 29 juin au parquet de grande instance de Goma. Il lui est reproché l'imputation dommageable contre le ministre de l'économie, Bahati Lukwebo. Le journaliste a publié au mois de mai un article ayant pour titre : « Bahati Lukwebo, un enrichissement sans cause ». L'éditeur affirme dans cet article que le ministre de l'économie dispose d'au moins 300 villas, notamment 200 dans les provinces du Nord et Sud Kivu et 100 à Kinshasa et les hôtels. Le journaliste affirme avoir reçu de Bahati Lukwebo, le droit de réponse, mais, selon lui, la justice s'est saisie de l'affaire alors qu'il s'appretait à le publier.

RDC : le dialogue doit déboucher sur un pacte républicain de relance du processus électoral, selon NCPS. Les opposants membres de la plateforme Nouvelle Classe Politique et Sociale/Opposition Nationaliste (NCPS) recommandent que le dialogue politique à venir puissent déboucher sur un pacte républicain qui permette de remettre le processus électoral, dans le respect de la constitution. Ces opposants demandent aussi au pouvoir en place d'assainir le climat politique pour favoriser la participation d'un plus grand nombre d'acteurs politiques au dialogue politique et de se concerter avec l'opposition en vue de désigner le Co-moderateur du dialogue politique national.

Nord-Kivu: la fête du 30 juin placée sous le signe de la relance économique de Walikale. Au Nord-Kivu, c'est à Walikale - centre, à 250 km de Goma que les manifestations marquant le 56ème anniversaire de l'indépendance ont été organisées jeudi 30 juin. Cette célébration a été placée sous le signe de la relance économique, la reconstruction et l'unité de ce vaste territoire. La population de Walikale a défilé pendant une heure et demie dans une ambiance de fête, «fière d'être à l'honneur cette fois-ci». Cette ambiance a continué tout au long de l'adresse du gouverneur Julien Paluku. Ce dernier, qui est arrivé à Walikale par route, a annoncé le lancement de plusieurs projets de développement. Il a annoncé, grâce à la réouverture de la route Sake - Walikale, une nouvelle ère pour la reconstruction de Walikale.